

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

5ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiches projets et conventions – Fonds d'intervention d'urgence et de reconstruction	12
Annexe 2 : Fiches projets – Mise en œuvre de la coopération décentralisée	37

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les opérations suivantes relèvent de la stratégie internationale votée par délibération CR 222-16 du 15 décembre 2016 modifiée et de la stratégie « l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie » votée par délibération CR 2018-041 du 20 septembre 2018.

1. Aide humanitaire d'urgence humanitaire pour Gaza et le Soudan

Face aux difficultés rencontrées par la population de Gaza depuis plus de deux ans, il est proposé d'accorder au titre de l'aide d'urgence humanitaire et climatique :

- **Une subvention de 100 000 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice d'ACTED pour un approvisionnement en eau potable.
- **Une subvention de 50 000 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice de l'UNICEF pour une aide nutritionnelle aux enfants souffrants de malnutrition.

Face aux difficultés rencontrées par la population au Soudan, il est proposé d'accorder au titre de l'aide d'urgence humanitaire et climatique :

- **Une subvention de 50 000 € en autorisation d'engagement**, au bénéfice de l'UNICEF pour une aide nutritionnelle d'urgence pour les enfants atteints de malnutrition.

2. Soutien à des projets dans le cadre de la coopération décentralisée

Le présent rapport propose de soutenir quatre projets dans nos zones de coopération.

Au titre de la coopération décentralisée avec l'Etat de Karnataka (Inde), dans le cadre de l'année franco-indienne de l'innovation 2026, il est proposé d'accorder :

- **Une subvention de 20 000 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'Université Paris Saclay, pour un projet en collaboration avec le Raman Research Institute de Bangalore en physique quantique, incluant échanges de chercheurs et doctorants.

Au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, il est proposé d'accorder :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Territoires Engagés pour une Economie Circulaire Opérationnelle » (TEECO) portée par la Région Ile-de-France et le District autonome d'Abidjan, en partenariat avec l'Institut Paris Région, le GRET et Making Waves :

- **Une subvention de 48 000 € en autorisation de programme** au bénéfice du GRET, afin de financer les premiers aménagements de la pépinière d'Abobo
- **Une subvention de 68 700 € en autorisation d'engagement** au bénéfice du GRET pour la mise en œuvre du projet TEECO.
- **Une affectation d'autorisation de programme de 80 000 €** au bénéfice d'Expertise France dans le cadre d'une convention de coopération public-public afin de faire bénéficier les lycées ivoiriens participants au projet TEECO de programmes d'amélioration de leurs environnements de travail sur le modèle du dispositif lycée Eco-Responsable.

Au titre de la coopération décentralisée avec le Comité Populaire de Hanoï, il est proposé d'accorder :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet *Hanoï Villa 46*, lauréat de l'appel à projets Patrimoine du MEAE, afin de doter la Villa 46 d'une stratégie culturelle et touristique et de valoriser le patrimoine végétal et arboré de Hanoi, il est proposé d'attribuer :

- **Une affectation d'autorisation d'engagement de 57 460 €** au bénéfice d'Expertise

France, dans le cadre d'une convention de coopération public-public correspondant au reversement de l'aide financière obtenue du MEAE pour un montant de 37 120 € et le la contribution Région à hauteur de 20 340 €.

- **Une affectation d'autorisation d'engagement de 24 780 €** au bénéfice de l'Institut Paris Région, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, correspondant au reversement de l'aide financière obtenue du MEAE.
- **Une affectation d'autorisation d'engagement de 20 000 €** au bénéfice d'Île-de-France Nature, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, correspondant au reversement de l'aide financière obtenue du MEAE.

Au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, la Région de Casablanca-Settat, la Commune Urbaine d'Antananarivo, le Conseil Départemental de Rufisque et les Gouvernorats du Grand Tunis, il est proposé d'accorder :

- **Une subvention de 80 000 € en autorisation d'engagement** au bénéfice de l'association INCO, dans le cadre du Projet SPRINT, pour soutenir le développement de startups innovantes à impact social et environnemental dans les territoires partenaires de la Région.

3. Affectation d'autorisations d'engagements

La mise en œuvre de la politique internationale de la Région nécessite l'engagement de moyens financiers pour la prise en charge de prestations.

Le présent rapport a pour objet l'affectation d'autorisations d'engagements d'un montant de **57 550 €**. Elle permettra notamment l'accueil et l'hébergement des délégations venant des zones de coopération, diverses prestations de service dont la réalisation d'études, la mobilisation d'experts, la couverture des frais d'interprétariat et de traduction, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ou de taxis, l'achat de documentations et de livres, l'achat de cadeaux protocolaires, et toutes dépenses directes générées par l'organisation de manifestations en Île-de-France ou à l'étranger. Cette affectation prendra en charge également les frais de missions, accueils des délégations et toutes prestations ou autres dépenses de la Direction des Affaires internationales prévues dans les projets financés par l'Agence Française de Développement et le ministère des affaires étrangères, les dépenses lors de missions et déplacements à l'étranger de délégations de la Région Île-de-France, ainsi que la redevance du bureau de PRX-Madagascar.

4. Adhésion à l'association internationale Regions4

Il est proposé que la Région devienne membre du réseau international Regions4 de plus de 50 gouvernements régionaux engagés pour la lutte contre le changement climatique et pour la biodiversité et s'acquitte de la cotisation de **21 450 €** auprès de l'association Regions4 Sustainable Development pour l'année 2026.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', with a stylized, cursive script.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

5ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée par la délibération n° CP2023-288 du 5 juillet 2023 ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

Vu la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;

VU la délibération n°CP 2024-084 du 28 mars 2024 relative au 2^{ème} rapport international 2024 ;

VU la délibération n° CR 2018-041 du 20 septembre 2018 portant l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo signé le 21 décembre 1990 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le conseil départemental de Rufisque signé le 21 octobre 2021 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Région de Casablanca- Setta (Maroc) signé le 7 décembre 2016 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et les Conseils Régionaux du Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba) signé le 14 février 2017 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoï (Vietnam) signé le 19 décembre 2004 ;

VU les déclarations d'intention entre la Région Île-de-France et les Oblasts de Kyiv et de Tchernihiv (Ukraine) signés le 30 juin et le 1er juillet 2022 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du

conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative à diverses dispositions en matière de communication institutionnelle, 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la Commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la Commission des finances ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-304 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à des projets d'aide humanitaire d'urgence

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution, à ACTED d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €** et à l'UNICEF de deux subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention avec ACTED, à la signature d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique Fonctionnement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et à la signature avec l'UNICEF de deux conventions spécifiques jointes en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-033 (104033) « Actions internationales », action 10403301 « Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique » du budget 2025.

Article 2 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

Au titre de la coopération avec l'Etat de Karnataka (Inde) :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec l'Etat de Karnataka (Inde), au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à l'Université Paris Saclay d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la

convention type Actions internationales Fonctionnement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution GRET d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **48 000 €** et d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **68 700 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Investissement et d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Fonctionnement adoptées par délibération n° CP 2024-084 du 28 mars 2024, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **48 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402002 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de **68 700 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Affecte à EXPERTISE FRANCE, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, une autorisation de programme de **80 000 €** afin de faire bénéficier les lycées ivoiriens participants au projet TEECO de programme d'amélioration de leurs environnements de travail sur le modèle du dispositif lycée Eco-Responsable disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-020 (104020) « Actions internationales », action 10402002 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Au titre de la coopération décentralisée avec le Comité Populaire de Hanoï :

Décide de participer au financement du projet Hanoï Villa 46 par l'attribution à EXEPRTISE France, l'IPR et Île de France Nature d'autorisations d'engagements d'un montant maximum total de **102 240 €**.

Affecte à EXPERTISE France, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, d'une autorisation d'engagement de **57 460 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Affecte à l'Institut Paris Région, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, d'une autorisation d'engagement de **24 780 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 «

Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Affecte à Île-de-France Nature, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, d'une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, La Région de Casablanca-Settat, la Commune Urbaine d'Antananarivo, le Conseil Départemental de Rufisque et les Conseils Régionaux du Grand Tunis :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District Autonome d'Abidjan, La Région de Casablanca-Settat, la Commune Urbaine d'Antananarivo, le Conseil Départemental de Rufisque et les Conseils Régionaux du Grand Tunis, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à INCO d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Actions internationales Fonctionnement adoptée par délibération n° CP2024-084 du 28 mars 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 045 « Actions internationales » - programme HP045-033 (104033) « Actions internationales » - action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025.

Article 3 : Affectation d'autorisations d'engagements

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **57 550 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-033 (104033) « Actions internationales », action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025 pour permettre l'accueil et l'hébergement des délégations venant des zones de coopération et toutes dépenses directes générées par l'organisation de manifestations en Île-de-France ou à l'étranger ou diverses dépenses liées aux activités de la direction telles que celles financées par l'Agence Française de Développement et le ministère des affaires étrangères, ainsi que la redevance du bureau de PRX-Madagascar.

Article 4 : Adhésion à l'association internationale Regions4

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **21 450 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 045 « Actions internationales », programme HP045-033 (104033) « Actions internationales », action 10403302 « Dispositif actions internationales » du budget 2025 pour l'adhésion à Region4 Sustainable Development.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets et conventions – Fonds d'intervention d'urgence et de reconstruction

DOSSIER N° 25004982 - INTERVENTION D'URGENCE À GAZA

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403301- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTED AGENCE AIDE COOPERATION
TECHN ET DEVELOPP

Adresse administrative : 33 RUE GODOT DE MAUROY
75009 PARIS 09

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Pierre CALEY, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1^{er} décembre 2025 - 1^{er} mai 2026

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

Deux années de bombardements et de combats ont entraîné une dévastation catastrophique de la bande de Gaza.

Les infrastructures d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ont été fortement endommagées par des frappes aériennes, tandis que les outils nécessaires à leur réparation ont été empêchés d'entrer dans la bande de Gaza.

Alors qu'un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël est entré en vigueur depuis le 10 octobre, au 21 octobre environ 1 million de personnes résidaient dans 800 sites de déplacement à travers Gaza, où l'eau potable est largement insuffisante. La plupart des populations n'ont pas accès à la norme minimale vitale de 6 litres par jour et par personne.

Acted propose de venir en aide à 10 834 personnes (environ 1 806 foyers) pendant 60 jours, en distribuant un total de 3 900 m³ d'eau potable tout au long du projet (65 mètres cubes par jour). Parallèlement, des sessions de promotion de l'hygiène seront organisées sur les sites de distribution d'eau desservis par des camions-citernes

pendant 20 jours au total, à raison de quatre sessions par jour en moyenne. Chaque session réunira en moyenne 22 participants, ce qui profitera à environ 1 760 personnes. Ces sessions sont essentielles pour assurer des bonnes pratiques d'hygiène et limiter la propagation d'épidémies.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- TERRITOIRE DE PALESTINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Approvisionnement en eau potable	56 235,00	56,24%
Promotion de l'hygiène	9 120,00	9,12%
Organisation, coordination, sécurisation sur place de la distribution d'eau	25 354,00	25,35%
Frais techniques	9 291,00	9,29%
Total	100 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25005257 - AIDE NUTRITIONNELLE D'URGENCE EN FAVEUR DES ENFANTS DE GAZA VICTIMES DU CONFLIT DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403301- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNICEF COMITE FRANCAIS POUR L'UNICEF

Adresse administrative : 3 RUE DUGUAY TROUIN
75006 PARIS 06 CEDEX

Statut Juridique : Association

Représentant : Adeline HAZAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

Deux années de bombardements et de combats ont entraîné une dévastation catastrophique de la bande de Gaza.

La famine a été déclarée dans certaines parties de la bande de Gaza et l'ensemble de la population âgée de moins de 5 ans, soit 320 000 enfants, risque la malnutrition aiguë.

Un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël est entré en vigueur le 10 octobre 2025. Il doit enfin donner aux acteurs humanitaires la possibilité de déployer en toute sécurité la réponse de grande ampleur qui fait cruellement défaut au sein de la bande de Gaza.

La subvention accordée par la Région Ile-de-France servira à soutenir la réponse d'urgence pour le peuple palestinien, afin de subvenir aux besoins vitaux des enfants de Gaza victimes du conflit. Les actions mises en place seront orientées vers les

activités nutrition dans la bande de Gaza.

Détail du calcul de la subvention :

Le bénéficiaire reversera la subvention à UNICEF-State of Palestine.

Localisation géographique :

- TERRITOIRE DE PALESTINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Nutrition et activités liées	46 550,00	93,10%
Frais de rétention UNICEF	3 450,00	6,90%
Total	50 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE NUTRITIONNELLE D'URGENCE EN FAVEUR DES ENFANTS DE GAZA VICTIMES DU CONFLIT DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

N°25005257

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-304 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

UNICEF France – Comité français pour l'UNICEF
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 78467169500087
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 3 rue Duguay Trouin 75282 PARIS CEDEX 06
ayant pour représentant Madame Ann AVRIL, Directrice générale
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

PREAMBULE :

Deux années de bombardements et de combats ont entraîné une dévastation catastrophique de la bande de Gaza.

La famine a été déclarée dans certaines parties de la bande de Gaza et l'ensemble de la population âgée de moins de 5 ans, soit 320 000 enfants, risque la malnutrition aiguë. Tous les enfants ont vécu des événements traumatisants et leur éducation a subi des interruptions significatives.

Un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël est entré en vigueur le 10 octobre 2025. Il doit enfin donner aux acteurs humanitaires la possibilité de déployer en toute sécurité la réponse de grande ampleur qui fait cruellement défaut au sein de la bande de Gaza.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2025-304 du 20 novembre 2025, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'UNICEF France pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : aide nutritionnelle d'urgence en faveur des enfants de Gaza victimes du conflit dans les territoires palestiniens (référence dossier n°25005257).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100% de la dépense subventionnable dont le montant est de 50 000 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

Les fonds versés par la région Île-de-France au titre de la présente convention sont intégralement affectés au projet. Sur cette affectation programmatique d'urgence, des frais de rétention seront appliqués au moment de l'envoi des fonds avec 5% à l'UNICEF International et 2% à l'UNICEF France pour la gestion de partenariat.

Article 2.2 : Obligation en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

La Région Île-de-France garantit qu'aucun officiel de l'UNICEF France, salarié ou bénévole, n'a reçu ou se verra offrir par lui un quelconque avantage direct ou indirect du fait ou à l'occasion de la convention. La région reconnaît qu'une infraction à cette disposition constitue une infraction à une clause essentielle et déterminante de la convention.

Les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter, les normes internationales et nationales relatives :

- a) aux droits fondamentaux de la personne humaine, en particulier l'interdiction de recourir au travail des enfants ainsi qu'à toute forme de travail servile, forcé ou obligatoire ;
- b) aux embargos, trafics d'armes, trafics de produits stupéfiants et au terrorisme ;
- c) aux échanges commerciaux, licence d'importation et d'exportation et aux douanes ;
- d) à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
- e) au travail, à l'immigration et à l'interdiction du travail clandestin ;
- f) à la protection de l'environnement ;

- g) aux infractions économiques et notamment la corruption, la prise illégale d'intérêts la concussion, le détournement de fonds publics, le délit de favoritisme, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit applicable) l'escroquerie, l'abus de confiance, l'abus des biens ou du crédit d'une société commerciale, la contrefaçon, le faux et usage de faux et toutes infractions connexes ;
- h) à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
- i) au droit de la concurrence ;
- j) à la non-discrimination : absence de distinction entre les personnes en fonction de leur origine sociale ou ethnique, sexe, âge, convictions religieuses, handicap.

Article 2.3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.4 : Obligations relatives à la publication d'offres de stage(s) ou d'alternance(s)

Le bénéficiaire est exonéré de l'obligation de publication d'offres de stages (s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation).

Article 2.5 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.6 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner la contribution régionale si l'occasion se présente et que l'UNICEF France le juge opportun sur des supports de communication institutionnelle, tel que le rapport d'activité ou le site unicef.fr.

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur <https://www.iledefrance.fr/soutien-regional-visibilite-du-logo-de-la-region-et-reglementations> dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée avec le soutien de la Région Île-de-France » sur les supports de communication institutionnelle qui mentionnent les partenaires financiers, qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Justificatifs de visibilité

Si le bénéficiaire mène des actions de communications mentionnant le soutien de la Région, alors il s'engage à fournir les justificatifs associés (capture d'écran des sites web et réseaux sociaux). Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

L'UNICEF France autorise la Région Île-de-France à communiquer sur le soutien de la manière suivante :

- en externe dans sa communication institutionnelle (site internet, rapports annuels, réseaux sociaux corporate) ;
- en interne auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

Dans le cadre de ce soutien, l'utilisation du logo de l'UNICEF n'est pas consentie. L'usage du nom UNICEF, quel que soit le support de communication, devra faire l'objet, au cas par cas, d'un accord écrit préalable de l'UNICEF France.

À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessus dans la présente section, aucune partie ne publiera de communiqué de presse ni ne fera d'annonce ou de déclaration publique concernant le présent accord ou la présente collaboration, ni n'utilisera le nom, le logo, l'emblème ou les marques ("marques") d'une autre partie, sans l'accord écrit préalable de cette autre partie.

Aucune partie n'est tenue d'accorder l'autorisation d'utilisation demandée.

Toute utilisation sera strictement conforme aux conditions, le cas échéant, énoncées dans l'autorisation.

À l'expiration de la période de contribution ou en cas de résiliation anticipée du présent accord, tous les droits et autorisations que chaque partie a accordés à l'autre en vertu du présent accord prendront fin. En particulier, chacune des parties cessera immédiatement d'utiliser les marques de l'autre partie.

La convention ne confère aucun droit sur les éléments de propriété intellectuelle de l'autre Partie (logos, marques, labels, image collective, acronymes, signes distinctifs, etc.) et ce, de quelque manière que ce soit et pour quelque motif que ce soit.

En cas de méconnaissance de la procédure d'autorisation préalable, les Parties pourront mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'opposer à cette communication et obtenir réparation du préjudice qui pourrait en résulter.

Article 2.7 : Données personnelles et respect du Règlement européen sur la protection des données (RGPD)

A ce titre, si l'une des parties est amenée à collecter des données dans le cadre de cette Convention, en dehors des données de contacts des Parties traitées pour la réalisation de l'opération encadrée par présente Convention, elle s'engage, dans les cas qui le nécessitent, à recueillir le consentement préalable des personnes concernées et dans tous les cas, à les avoir informées, conformément aux dispositions du RGPD et de la loi « Informatique et libertés » 78-17 du 6 janvier 1978 telle que modifiée. Ainsi, les parties s'engagent à informer les personnes concernées sur les éléments des traitements ainsi mis en œuvre, en indiquant dans des mentions d'informations les éléments attendus par la Réglementation, à savoir,

- Identité et coordonnées de l'organisme (responsable du traitement de données) ;
- Finalités (à quoi vont servir les données collectées) ;
- Base légale du traitement de données (c'est-à-dire ce qui donne le droit à un organisme de traiter les données) ;
- Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données et conséquences pour la personne en cas de non-fourniture des données ;
- Destinataires ou catégories de destinataires des données (qui a besoin d'y accéder ou de les recevoir au vu des finalités définies, y compris les sous-traitants) ;
- Durée de conservation des données (ou critères permettant de la déterminer) ;
- Droits des personnes concernées (les droits d'accès, de rectification, d'effacement et à la limitation sont applicables pour tous les traitements et ceux complémentaires selon la base légale)
- Coordonnées du délégué à la protection des données de l'organisme ;
- Droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Les Parties s'engagent à coopérer et à remplir les exigences légales relatives à la protection des données à caractère personnel, afin notamment de respecter les droits des personnes concernées en vertu du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés ou en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle de la part des autorités compétentes.

Pour toute demande relative à l'exercice de ces droits, il convient de s'adresser :

- Pour la Région : Anne RENARD, DPO Région Île-de-France, dpo@iledefrance.fr
- Pour l'UNICEF France à : Emilie Mounissens, DPO UNICEF France- adresse courriel : dpo@unicef.fr

Chaque Partie s'engage à maintenir en place pendant toute la durée de cette Convention, toute mesure technique et d'organisation appropriée pour éviter tout accès accidentel, non autorisé ou traitement illicite, destruction, perte, dommage ou divulgation des données personnelles et des programmes et procédures de sécurité adéquats afin de s'assurer qu'aucune personne non autorisée ne puisse accéder à un quelconque équipement utilisé pour le traitement ou la

conservation des données personnelles.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué en une seule fois, dans le respect des dispositions suivantes :

- Un versement unique de 50 000 € sera effectué à la signature de la présente convention,
- Le versement de la subvention sera effectué sur demande du bénéficiaire par un courrier d'appel de fonds signé par le représentant légal.

La Région s'engage à prévenir par courriel l'UNICEF France au contact : Clémence Decker cdecker@unicef.fr du transfert des fonds.

L'UNICEF France s'engage à accuser formellement par courriel la Région Île-de-France de la réception des fonds du transfert des fonds et de la date de transfert au contact : M. Arnaud HURE – arnaud.hure@ildefrance.fr.

Article 3.3 : Bilan de mise en œuvre et contrôle de l'opération

Le bénéficiaire transmet à la Région un bilan d'activité ou compte-rendu d'exécution en français avec un point financier décrivant l'action globale de l'UNICEF sur le projet un an après la signature de la convention

Des réunions de présentation du bilan pourront être organisées à la fin de la Convention

Si l'UNICEF n'est pas en mesure d'utiliser le montant du versement conformément à l'affectation souhaitée par la Région, les parties organiseront une réunion dès que possible pour s'accorder sur une nouvelle affectation de la subvention, en accord avec les intérêts des deux Parties.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 novembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 3.5 : Reversement de la subvention

Le bénéficiaire est autorisé à reverser à son partenaire local, UNICEF- State of Palestine toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

A l'issue de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025 et du vote de la convention spécifique, cette dernière prend effet à compter de la date de signature par la dernière des parties.

Elle prend fin une fois le compte-rendu d'exécution en français reçu avec un point financier décrivant l'action globale de l'UNICEF.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai de quinze jours. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.

Il est entendu par événements de force majeure, des événements extérieurs aux Parties, imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la Convention et telle que définie à l'article 1218 du Code civil et par la jurisprudence de la Cour de cassation.

En cas de résiliation, les Parties ne pourront plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image de l'autre Partie.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du bilan d'activités ou du compte rendu d'exécution en français avec un point financier comme précisé dans l'article 3.3. « Bilan de mise en œuvre et contrôle de l'opération ».

- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale, ainsi que par l'UNICEF France.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention et son annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

De convention expresse valant convention sur la preuve, les Parties sont convenues de signer électroniquement le Contrat par le biais de [à compléter avec le nom de la solution], les Parties s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat.

Conformément aux articles 1366, 1367 et 1375 du Code civil, les Parties conviennent expressément que le Contrat signé de manière dématérialisée dans les conditions mentionnées ci-dessus :

- Constitue l'original dudit document ;
- A la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier et pourra valablement être opposé aux Parties ;

- Est susceptible d'être produit en justice, à titre de preuve par écrit, en cas de litiges.

En conséquence, les Parties reconnaissent que le Contrat signé de manière dématérialisée vaut preuve du contenu dudit document, de l'identité de chaque Partie et signataire et de son consentement aux obligations et conséquences de faits et de droit qui découlent du document signé de manière dématérialisée

Fait en un exemplaire électronique.

Le,

Le,

Pour l'UNICEF France
Mme Ann AVRIL, Directrice générale

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
M. Cédric GUILLON-LAVOCAT, Directeur
général adjoint en charge des
stratégies européennes et
internationales

**DOSSIER N° 25005258 - AIDE NUTRITIONNELLE D'URGENCE EN FAVEUR
DES ENFANTS DU SOUDAN**

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403301- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire
et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionna ble	Taux d'interventio n	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNICEF COMITE FRANCAIS
POUR L'UNICEF
Adresse : 3 RUE DUGUAY TROUIN
administrative 75006 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Adeline HAZAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

Le Soudan continue de faire face à une crise humanitaire sans précédent marquée par les conflits, les déplacements de population, la famine, les épidémies et l'effondrement économique. Plus de 30 millions de personnes sont dans le besoin, dont près de 15,6 millions d'enfants. L'UNICEF a redéfini les priorités de son action humanitaire en faveur des enfants afin de se concentrer sur des interventions vitales et à fort impact qui répondent aux besoins les plus critiques des enfants et des familles, là où les besoins sont les plus grands. Les ressources limitées ont été adaptées aux besoins les plus urgents, afin d'assurer la continuité des services essentiels tout en répondant à la demande croissante dans les secteurs vitaux.

Détail du calcul de la subvention :

Le bénéficiaire reversera la subvention à UNICEF-Soudan

Localisation géographique :

- SOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Nutrition et activités liées	46 000	92%
Frais de rétention UNICEF	4 000	8%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE NUTRITIONNELLE D'URGENCE EN FAVEUR DES ENFANTS DU SOUDAN

N° 25005258

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-304 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

UNICEF France – Comité français pour l'UNICEF

dont le statut juridique est : Association

N° SIRET : 78467169500087

Code APE : 94.99Z

dont le siège social est situé au : 3 rue Duguay Trouin 75282 PARIS CEDEX 06

ayant pour représentant Madame Ann AVRIL, Directrice générale

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

PREAMBULE :

Le Soudan continue de faire face à une crise humanitaire sans précédent marquée par les conflits, les déplacements de population, la famine, les épidémies et l'effondrement économique. Plus de 30 millions de personnes sont dans le besoin, dont près de 15,6 millions d'enfants. L'UNICEF a redéfini les priorités de son action humanitaire en faveur des enfants afin de se concentrer sur des interventions vitales et à fort impact qui répondent aux besoins les plus critiques des enfants et des familles, là où les besoins sont les plus grands. Les ressources limitées ont été adaptées aux besoins les plus urgents, afin d'assurer la continuité des services essentiels tout en répondant à la demande croissante dans les secteurs vitaux.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2025-304 du 20 novembre 2025, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'UNICEF France pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : aide nutritionnelle d'urgence en faveur des enfants du Soudan (référence dossier n°25005258).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100% de la dépense subventionnable dont le montant est de 50 000 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

Les fonds versés par la région Île-de-France au titre de la présente convention sont intégralement affectés au projet. Sur cette affectation programmatique d'urgence, des frais de rétention seront appliqués au moment de l'envoi des fonds avec 8% à l'UNICEF International.

Article 2.2 : Obligation en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

La Région Île-de-France garantit qu'aucun officiel de l'UNICEF France, salarié ou bénévole, n'a reçu ou se verra offrir par lui un quelconque avantage direct ou indirect du fait ou à l'occasion de la convention. La région reconnaît qu'une infraction à cette disposition constitue une infraction à une clause essentielle et déterminante de la convention.

Les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter, les normes internationales et nationales relatives :

- a) aux droits fondamentaux de la personne humaine, en particulier l'interdiction de recourir au travail des enfants ainsi qu'à toute forme de travail servile, forcé ou obligatoire ;
- b) aux embargos, trafics d'armes, trafics de produits stupéfiants et au terrorisme ;
- c) aux échanges commerciaux, licence d'importation et d'exportation et aux douanes ;
- d) à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
- e) au travail, à l'immigration et à l'interdiction du travail clandestin ;
- f) à la protection de l'environnement ;
- g) aux infractions économiques et notamment la corruption, la prise illégale d'intérêts la concussion, le détournement de fonds publics, le délit de favoritisme, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit applicable) l'escroquerie, l'abus de confiance, l'abus des biens ou du

crédit d'une société commerciale, la contrefaçon, le faux et usage de faux et toutes infractions connexes ;

h) à la lutte contre le blanchiment d'argent ;

i) au droit de la concurrence ;

j) à la non-discrimination : absence de distinction entre les personnes en fonction de leur origine sociale ou ethnique, sexe, âge, convictions religieuses, handicap.

Article 2.3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.4 : Obligations relatives à la publication d'offres de stage(s) ou d'alternance(s)

Le bénéficiaire est exonéré de l'obligation de publication d'offres de stages (s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation).

Article 2.5 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.6 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner la contribution régionale si l'occasion se présente et que l'UNICEF France le juge opportun sur des supports de communication institutionnelle, tel que le rapport d'activité ou le site unicef.fr.

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur <https://www.iledefrance.fr/soutien-regional-visibilite-du-logo-de-la-region-et-reglementations> dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée avec le soutien de la Région Île-de-France » sur les supports de communication institutionnelle qui mentionnent les partenaires financiers, qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Justificatifs de visibilité

Si le bénéficiaire mène des actions de communications mentionnant le soutien de la Région, alors il s'engage à fournir les justificatifs associés (capture d'écran des sites web et réseaux sociaux). Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

L'UNICEF France autorise la Région Île-de-France à communiquer sur le soutien de la manière suivante :

- en externe dans sa communication institutionnelle (site internet, rapports annuels, réseaux sociaux corporate) ;
- en interne auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

Dans le cadre de ce soutien, l'utilisation du logo de l'UNICEF n'est pas consentie. L'usage du nom UNICEF, quel que soit le support de communication, devra faire l'objet, au cas par cas, d'un accord écrit préalable de l'UNICEF France.

À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessus dans la présente section, aucune partie ne publiera de communiqué de presse ni ne fera d'annonce ou de déclaration publique concernant le présent accord ou la présente collaboration, ni n'utilisera le nom, le logo, l'emblème ou les marques ("marques") d'une autre partie, sans l'accord écrit préalable de cette autre partie.

Aucune partie n'est tenue d'accorder l'autorisation d'utilisation demandée.

Toute utilisation sera strictement conforme aux conditions, le cas échéant, énoncées dans l'autorisation.

À l'expiration de la période de contribution ou en cas de résiliation anticipée du présent accord, tous les droits et autorisations que chaque partie a accordés à l'autre en vertu du présent accord prendront fin. En particulier, chacune des parties cessera immédiatement d'utiliser les marques de l'autre partie.

La convention ne confère aucun droit sur les éléments de propriété intellectuelle de l'autre Partie (logos, marques, labels, image collective, acronymes, signes distinctifs, etc.) et ce, de quelque manière que ce soit et pour quelque motif que ce soit.

En cas de méconnaissance de la procédure d'autorisation préalable, les Parties pourront mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'opposer à cette communication et obtenir réparation du préjudice qui pourrait en résulter.

Article 2.7 : Données personnelles et respect du Règlement européen sur la protection des données (RGPD)

A ce titre, si l'une des parties est amenée à collecter des données dans le cadre

de cette Convention, en dehors des données de contacts des Parties traitées pour la réalisation de l'opération encadrée par présente Convention, elle s'engage, dans les cas qui le nécessitent, à recueillir le consentement préalable des personnes concernées et dans tous les cas, à les avoir informées, conformément aux dispositions du RGPD et de la loi « Informatique et libertés » 78-17 du 6 janvier 1978 telle que modifiée. Ainsi, les parties s'engagent à informer les personnes concernées sur les éléments des traitements ainsi mis en œuvre, en indiquant dans des mentions d'informations les éléments attendus par la Réglementation, à savoir,

- Identité et coordonnées de l'organisme (responsable du traitement de données) ;
- Finalités (à quoi vont servir les données collectées) ;
- Base légale du traitement de données (c'est-à-dire ce qui donne le droit à un organisme de traiter les données) ;
- Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données et conséquences pour la personne en cas de non-fourniture des données ;
- Destinataires ou catégories de destinataires des données (qui a besoin d'y accéder ou de les recevoir au vu des finalités définies, y compris les sous-traitants) ;
- Durée de conservation des données (ou critères permettant de la déterminer) ;
- Droits des personnes concernées (les droits d'accès, de rectification, d'effacement et à la limitation sont applicables pour tous les traitements et ceux complémentaires selon la base légale)
- Coordonnées du délégué à la protection des données de l'organisme ;
- Droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL

Les Parties s'engagent à coopérer et à remplir les exigences légales relatives à la protection des données à caractère personnel, afin notamment de respecter les droits des personnes concernées en vertu du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés ou en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle de la part des autorités compétentes.

Pour toute demande relative à l'exercice de ces droits, il convient de s'adresser :

- Pour la Région : Anne RENARD, DPO Région Île-de-France, dpo@iledefrance.fr
- Pour l'UNICEF France à : Emilie Mounissens, DPO UNICEF France- adresse courriel : dpo@unicef.fr

Chaque Partie s'engage à maintenir en place pendant toute la durée de cette Convention, toute mesure technique et d'organisation appropriée pour éviter tout accès accidentel, non autorisé ou traitement illicite, destruction, perte, dommage ou divulgation des données personnelles et des programmes et procédures de sécurité adéquats afin de s'assurer qu'aucune personne non autorisée ne puisse accéder à un quelconque équipement utilisé pour le traitement ou la conservation des données personnelles.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué en une seule fois, dans le respect des dispositions suivantes :

- Un versement unique de 50 000 € sera effectué à la signature de la présente convention,
- Le versement de la subvention sera effectué sur demande du bénéficiaire par un courrier d'appel de fonds signé par le représentant légal.

La Région s'engage à prévenir par courriel l'UNICEF France au contact : Clémence Decker cdecker@unicef.fr du transfert des fonds.

L'UNICEF France s'engage à accuser formellement par courriel la Région Île-de-France de la réception des fonds du transfert des fonds et de la date de transfert au contact : M. Frédéric LAGRANGE - frederic.lagrange@iledefrance.fr

Article 3.3 : Bilan de mise en œuvre et contrôle de l'opération

Le bénéficiaire transmet à la Région un bilan d'activité ou compte-rendu d'exécution en français avec un point financier décrivant l'action globale de l'UNICEF sur le projet un an après la signature de la convention

Des réunions de présentation du bilan pourront être organisées à la fin de la Convention

Si l'UNICEF n'est pas en mesure d'utiliser le montant du versement conformément à l'affectation souhaitée par la Région, les parties organiseront une réunion dès que possible pour s'accorder sur une nouvelle affectation de la subvention, en accord avec les intérêts des deux Parties.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 novembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 3.5 : Reversement de la subvention

Le bénéficiaire est autorisé à reverser à son partenaire local, UNICEF- State of Palestine toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

A l'issue de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025 et du vote de la convention spécifique, cette dernière prend effet à compter de la date de signature par la dernière des parties.

Elle prend fin une fois le compte-rendu d'exécution en français reçu avec un point financier décrivant l'action globale de l'UNICEF.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai de quinze jours. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.

Il est entendu par événements de force majeure, des événements extérieurs aux Parties, imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la Convention et telle que définie à l'article 1218 du Code civil et par la jurisprudence de la Cour de cassation.

En cas de résiliation, les Parties ne pourront plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image de l'autre Partie.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du bilan d'activités ou du compte rendu

d'exécution en français avec un point financier comme précisé dans l'article 3.3.
« Bilan de mise en œuvre et contrôle de l'opération ».

- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2.3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale, ainsi que par l'UNICEF France.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention et son annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

De convention expresse valant convention sur la preuve, les Parties sont convenues de signer électroniquement le Contrat par le biais de [à compléter avec le nom de la solution], les Parties s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat.

Conformément aux articles 1366, 1367 et 1375 du Code civil, les Parties conviennent expressément que le Contrat signé de manière dématérialisée dans les conditions mentionnées ci-dessus :

- Constitue l'original dudit document ;
- A la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier et pourra valablement être opposé aux Parties ;
- Est susceptible d'être produit en justice, à titre de preuve par écrit, en cas de litiges.

En conséquence, les Parties reconnaissent que le Contrat signé de manière dématérialisée vaut preuve du contenu dudit document, de l'identité de chaque Partie et signataire et de son consentement aux obligations et conséquences de faits et de droit qui découlent du document signé de manière dématérialisée

Fait en un exemplaire électronique.

Le,

Le,

Pour l'UNICEF France
Mme Ann AVRIL, Directrice générale

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
M. Cédric GUILLON-LAVOCAT, Directeur
général adjoint en charge des
stratégies européennes et
internationales

Annexe 2 : Fiches projets – Mise en œuvre de la coopération décentralisée

**DOSSIER N° 25004496 - ECHANGES DANS LE DOMAINE QUANTIQUE PAR
L'UNIVERSITE PARIS-SACLAY EN COLLABORATION AVEC LE RAMAN
RESEARCH INSTITUTE - BANGALORE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé subventionnable	base	Montant base subventionna ble	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)		40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse : 3 RUE JOLIOT-CURIE
administrative 91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Camille GALAP, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Organisation d'échanges entre l'Université Paris-Saclay et le Raman Research Institute, à Bangalore, consacrés aux interactions entre atomes et lumière dans le domaine quantique.

Ces sujets de recherche sont particulièrement bien représentées en Île-de-France – au sein des Universités Paris-Saclay et Paris-Nord – ainsi qu'au Karnataka – au sein du Raman Research Institute (RRI) et de l'Indian Institute of Sciences (IISc) notamment. Des liens existent déjà depuis plusieurs années entre des chercheurs en Île-de-France et au sein des instituts indiens mentionnés. Ce projet permettra d'élargir cette collaboration à la participation de chercheurs d'autres universités franciliennes et d'identifier des possibilités de partenariats structurants dans le domaine quantique.

Le projet prévoit :

- des échanges de chercheurs seniors ;
- des échanges de jeunes chercheurs ;
- l'organisation d'un séminaire autour d'interactions entre atomes et lumière.

Ce projet s'inscrit comme une première réalisation d'action entre la Région Ile de France et l'Etat du Karnataka, suite au MOU signé en janvier 2024. Il s'inscrira dans le cadre de 2026 - année franco indienne de l'innovation.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale permettra de prendre en charge les frais de mobilité et d'hébergement des chercheurs et jeunes doctorants franciliens participant au séminaire qui aura lieu à Bangalore.

Localisation géographique :

- INDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de mobilité (billets d'avion et visas) des chercheurs et jeunes doctorants franciliens	20 000,00	50,00%
Frais ingénierie	7 500,00	18,75%
Frais d'hébergement et restauration sur place	5 000,00	12,50%
Logistique	7 500,00	18,75%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Université Paris-Saclay (DRIE - AAP MERR)	12 000,00	30,00%
Contributions d'autres universités franciliennes	3 000,00	7,50%
Région Île-de-France	20 000,00	50,00%
Contribution OI Quantum	3 000,00	7,50%
Institut Français en Inde (Bangalore)	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 25004436 - AMENAGEMENT DE LA PEPINIERE D'ABOBO
DANS LE CADRE DU PROJET TEECO A ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-045-20422-104020-030

Action : 10402002- Dispositif actions internationales

Libellé subventionnable	base	Montant base subventionna ble	Taux d'interventi on	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)		48 000,00 € TTC	100,00 %	48 000,00 €
		Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRET GROUPE RECHERCHE
ECHANGES TECHNOLOGIQUES
Adresse : 45 B AV DE LA BELLE GABRIELLE
administrative 94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henry DE CAZOTTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Région Île-de-France et le District autonome d'Abidjan mènent depuis début 2024 le projet TEECO - Territoires engagées pour une économie circulaire opérationnelle - qui prévoit dans son second volet la transformation du site de la pépinière d'Abobo en un lieu modèle de l'économie circulaire à Abidjan.

Des premiers travaux d'étude ont été menés par le GRET au cours de l'année 2024 et ont permis de préciser le projet d'aménagement. Il a ainsi été décidé de poursuivre les travaux autour de quatre priorités que sont la préservation du site comme poumon vert du quartier, le fait de conforter l'activité de pépinière, l'amélioration de la cohabitation avec les autres utilisateurs et l'aménagement d'espaces dédiés à l'économie circulaire.

Le présent projet propose de venir financer les premiers investissements

nécessaires à la mise en oeuvre du projet validé conjointement. Il permettra à la fois la préservation des différentes activités présentes sur le site, une meilleure cohabitation entre usagers et la préservation environnementale du site. Le renforcement de l'activité des pépiniéristes est assurée parallèlement par le District autonome d'Abidjan.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de barrières de délimitation en bois	3 000,00	6,25%
Installation de barrières de délimitation des zones à forte valeur environnementale en acier	16 000,00	33,33%
Construction d'un bâtiment de stockage, vestiaire et point d'eau	18 500,00	38,54%
Installation de bancs en béton	6 500,00	13,54%
Achat d'un triporteur	3 000,00	6,25%
Achat de poubelles de tri	1 000,00	2,08%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	48 000,00	100,00%
Total	48 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 25004435 - AMENAGEMENT DE LA PEPINIERE D'ABOBO
DANS LE CADRE DU PROJET TEECO A ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé subventionnable	base	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)		68 700,00 € TTC	100,00 %	68 700,00 €
		Montant total de la subvention		68 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRET GROUPE RECHERCHE
ECHANGES TECHNOLOGIQUES
Adresse : 45 B AV DE LA BELLE GABRIELLE
administrative 94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SCHEHERAZADE AHROUDA, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Région Île-de-France et le District autonome d'Abidjan mènent depuis début 2024 le projet TEECO - Territoires engagées pour une économie circulaire opérationnelle - qui prévoit dans son second volet la transformation du site de la pépinière d'Abobo en un lieu modèle de l'économie circulaire à Abidjan. Le projet est soutenu par le dispositif FICOL de l'Agence Française de Développement.

Des premiers travaux d'étude ont été menés par le GRET au cours de l'année 2024 et ont permis de préciser le projet d'aménagement. Il a ainsi été décidé de poursuivre les travaux autour de quatre priorités que sont la préservation du site comme poumon vert du quartier, le fait de conforter l'activité de pépinière, l'amélioration de la cohabitation avec les autres utilisateurs et l'aménagement d'espaces dédiés à l'économie circulaire.

Il s'agit ici de mobiliser la participation régionale au projet TEECO pour financer la poursuite des travaux de transformation du site de la pépinière d'abord pour

permettre l'installation d'un espace de compostage entretenu par les équipes du District et pour l'installation d'un parcours de sensibilisation des visiteurs aux thématiques environnementales, à la biodiversité et à l'économie circulaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation compostage	22 000,0 0	32,02%
Embellissement du site	9 000,00	13,10%
Conception et installation parcours de sensibilisation	13 500,0 0	19,65%
Appui technique conception du parcours de sensibilisation	12 000,0 0	17,47%
Frais de mission	12 200,0 0	17,76%
Total	68 700,0 0	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de- France	68 700,0 0	100,00 %
Total	68 700,0 0	100,00 %

DOSSIER N° 25004493 - PROJET SPRINT - 8 EME EDITION

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-045-65748-104033-030

Action : 10403302- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	162 800,00 € TTC	49,14 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCO ORG
Adresse : 3 BD SAINT MARTIN
administrative 75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS HAZARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme SPRINT (Startup Paris Région INternational) est mis en oeuvre par INCO, qui souhaite proposer sa mise en œuvre pour la 8e édition en 2026 afin d'accompagner le développement de 45 entreprises à fort impact social et environnemental (dont 10 franciliennes) et la création de 250 emplois dans les territoires partenaires en Tunisie, au Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire et à Madagascar et en Région Ile-de-France, en lien avec le réseau d'incubateurs partenaires présents dans ces régions.

Dans le cadre de la 8e édition de SPRINT, INCO se fixe pour objectifs de :

- Favoriser les échanges avec les structures franciliennes et les flux d'affaires entre les territoires partenaires et l'Île-de-France ;
- Faire de la francophonie un atout dans le développement des entreprises et incubateurs membres (organisation de prix locaux et du sommet international) ;
- Renforcer les capacités des collectivités territoriales et incubateurs partenaires ainsi que l'identité du réseau (les collectivités partenaires définiront

les termes des appels à candidatures de startups, en cohérence avec leurs priorités).

Le programme SPRINT sera déployé dans 5 régions partenaires, dans le cadre d'accords de coopération décentralisée de la Région Île-de-France, au sein des Département du Rufisque, Région de Casablanca-Settat, Commune urbaine d'Antananarivo, District autonome d'Abidjan, gouvernorats de Tunis et en Région Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale contribuera au financement des activités de renforcement de capacités, de communication et d'échanges (frais de mobilités hébergement dans le cadre du sommet annuel rassemblant les lauréats pays). Elle couvrira également une partie de l'animation et de la coordination des équipes des incubateurs partenaires.

Localisation géographique :

- COTE D'IVOIRE
- MAROC
- MADAGASCAR
- SENEGAL
- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Identification, sélection et accompagnement des candidats	95 800,00	58,85%
Création de contenu numérique et communication	32 000,00	19,66%
Organisation du sommet annuel Sprint (frais de transports et hébergement)	35 000,00	21,50%
Total	162 800,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres INCO	82 800,00	50,86%
Région Ile de France	80 000,00	49,14%
Total	162 800,00	100,00 %

